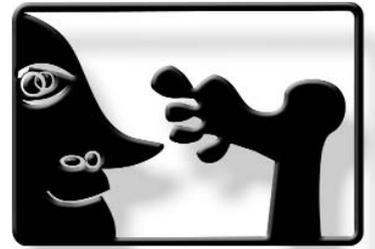




Coût d'impression : 30 cts



Pieds du nez

N° 12 - Printemps 2009

le journal qui se bat contre des moulins à vent

AARRG! AARRG!



- Terreur
- Lettre à un vieux prolétaire de mes amis
- Chronique de Jeanne Neri : *"Un contrat social mondial"*
- Quelques extraits de *"la faisabilité politique de l'ajustement"*
- La recherche scientifique et la morale
- Chavez et le chavisme, après la défaite de 2 décembre 2007

Terreur

Ca y est, il est là. Le tout sécuritaire qui tourne au fascisme. L'obsession de la santé, la victimisation, la désignation du bouc-émissaire. Le pouvoir politico-judiciaro-médiatique tourne à plein régime. Nul n'y échappe. Crise économique, crise écologique, crise idéologique, crise alimentaire, crise des matières premières, tout est bon pour distiller le venin de la terreur en l'avenir et pointer du doigt des coupables : les immigrés qui prennent nos emplois, les inconscients qui placent le plaisir avant l'argent, avant le travail, avant la santé, avant la nature, les familles nombreuses qui coutent cher à la société, les pauvres qui profitent du système, les jeunes qui ne respectent plus rien, les fonctionnaires avec leurs privilèges, les anarchistes, ces idéalistes naïfs...

Depuis quelques années, on le voyait approcher : d'abord aux Etats-Unis, puis en Europe. Des tensions communautaires aux Pays-Bas aux lynchages populaires en Italie. De l'arrivée de l'extrême-droite en Autriche aux tensions religieuses en Pologne. Du contrôle des chômeurs en

Allemagne au tabassage des étudiants en Grèce. De l'explosion de la vidéosurveillance au Royaume-Unis à la multiplication des gardes-à-vue et emprisonnements en France. Peu à peu une morale étouffante réapparaît, tentant de mettre les populations au pas. Avec les supports des « experts » de tout poil : psychologues, climatologues, économistes, médecins, ... Et « quoi de plus normal », entend-on de-ci, de-là. « Les radars automatiques sauvent des vies », « il faut penser aux victimes d'agression », « Et la liberté de respirer un air sans tabac ! », « les caméras de surveillance ne gênent que ceux qui ont quelque chose à se reprocher », « je ne fais que mon travail », « il faut penser aux générations futures »... Tous ces arguments, ressassés à longueur de journée par les médias, les politiques et répétés à

l'envi par les populations n'ont qu'un seul but : rendre évident ce qui ne l'est pas ou, dit autrement, rendre absurde ce qui est évident. Eh, oui ! La vie est risquée. Certains d'entre nous finiront par mourir. Voir tous. D'un cancer, d'un infarctus, écrasé par un camion ou une bombe, de faim, de froid... Pour aller dehors, il faut sortir de chez soi et affronter le danger extérieur, pour s'amuser, il faut penser à autre chose qu'à son espérance de vie et de préférence ne pas avoir un flic derrière son dos. L'Occident vieillissant s'attache à ses petites manies, à sa soi-disant expérience. Il est sûr d'avoir raison, sa pensée se ferme. Il interdit aux autres de faire les mêmes erreurs sous couvert d'humanisme, de le contredire. Sentant le vent de l'espoir consumériste tourner, nos populations ont

peur. Ne sachant pas de quoi, elles cherchent à justifier cette peur. Terrorisés par un avenir sombre, elles préparent un avenir brun/noir. Une nouvelle grippe !? On se précipite dans les pharmacies, on se prépare à affronter le Mal du siècle. Cette punition de Dieu ou de la Nature pour tous nos excès. Bientôt seront interdits

les regroupements pour ne pas laisser les virus se propager. En attendant, des millions d'habitants des pays du tiers monde meurent chaque année du SIDA, du paludisme, de la dysenterie. Des pays dont les citoyens essaient de survivre en envoyant leurs enfants vers l'eldorado emmuré duquel ils seront déportés pieds et mains liés dans les avions menant leur flot de touristes vers ces mêmes régions, dans lesquels, paraît-il, les occidentaux peuvent passer quelques moments de repos à l'abri du contrôle permanent qu'ils appellent de leurs vœux le reste de l'année. Les alarmes et sociétés de sécurité surveillant leurs biens pendant qu'ils se font servir des mojitos sur des plages paradisiaques près d'une mer « d'un bleu si intense qu'on dirait une carte postale ».



Lettre à un vieux prolétaire de mes amis

Ici, tout va bien, même si j'en entends encore qui se plaignent. Il suffirait pourtant qu'ils s'informent un peu pour se rendre compte qu'au fond, les choses ne vont pas si mal. En écoutant la radio, ils sauraient par exemple que la part des salaires dans le PIB reste stable en France. Une très bonne nouvelle! Et oui, nous vivons dans le pays le plus généreusement égalitaire qui n'a jamais existé, et nous demeurons encore si peu à le savoir. Certes, le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter. Surtout chez les jeunes; ceux qui doivent trouver leur place sur le marché libéré de toutes les "contraintes" dont avaient bénéficié leurs parents; mais qui sait quel travail ils pourraient encore trouver dans une économie planifiée, entravée par toutes ces réglementations sociales et écologiques qui asphyxient l'entreprise et freinent son développement? Avec la crise, le système connaît c'est vrai quelques difficultés mais qu'est-ce que cela a d'extraordinaire? Le capitalisme s'est toujours promené de crise en crise et il n'a jamais sombré. La crise est un fragment de sa dynamique, le moyen par lequel on remet les pendules à l'heure en permettant à certains de se faire un peu d'argent. On devrait bien finir par le savoir. Que les salariés payent la note? ils devraient en avoir l'habitude; à par eux, qui d'autre le pourrait? Il leur reste toujours les allocations et puis le RMI, ce n'est pas si mal. D'autres n'en demandent pas tant, et encore, ça ne les empêche pas de bosser. De toute façon, il en faudra de moins en moins, on doit s'y habituer; On gardera les meilleurs, les plus dociles, c'est évident. Quand aux autres, on peut toujours en trouver qui, pour quelques dollars et une claque dans le dos se chargeront de gérer le troupeau. Des flics, des juges, des militaires. D'un côté un service minimum pour distribuer l'aumône (quelques bonnes âmes s'en chargeront peut-être même gratuitement) et de l'autre, de quoi tenir en respect les insatisfaits qui auraient dans l'idée de monter la tête aux autres. Et puis, rien de tel qu'une bonne crise pour justifier une nouvelle petite taille dans les budgets de l'état; pas ceux de l'armée et de la police, on s'entend. Ceux qui se tiennent tranquilles n'auront pas de problème. Un HLM, un supermarché, un hospice. Quand on aura besoin d'eux, on les sonnera. On a toujours fait comme ça, ceux qui s'en étonnent n'ont décidément rien compris. Comparés à d'autres, ils sont encore bien lotis; ils mangent à leur faim, habitent des appartements confortables, s'ennuient quelque temps à l'école et sont mêmes soignés quand ils sont malades. Quand ils se plaignent, on les contie avec des balles en caoutchouc. S'ils voyaient ce qu'on fout sur la gueule de ceux qui n'ont pas eu la chance de naître au bon endroit, ils se calmeraient vite. Heureusement, vous, et vous êtes majoritaires, savez vous satisfaire de peu et ne vous aventurez jamais sur ce terrain là. Un bon système de propagande y est sans doute pour quelque chose. Sans trop d'effort, on peut même réussir à vous faire voter pour les pires d'entre nous, ceux qui pensent que vous pouvez sans peine vous serrer encore un peu la ceinture; impressionnant non? Que voulez-vous, chacun aime à se voir riche ou au moins aspire à le devenir; pris sous le feu des caméras, nous sommes pour vous un modèle, notre monde, un paradis dans lequel vous croyez encore pouvoir être admis. De toute façon, à quoi peut-on rêver d'autre? Ceux qui en ont une idée ne la gardent

pas longtemps, ou alors discrètement ... A quoi pensez-vous? Voyons, nous sommes de vrais démocrates! Il n'est pas question de faire taire nos opposants ... Les empêcher de parler, les ridiculiser et leur couper les vivres est bien plus reposant. Cela n'exclue pas bien sûr quelques bourrades de temps en temps, la jeunesse doit bien apprendre à vivre; des bavures comme on dit, ça tout le monde l'accepte parfaitement. Bien enrobé dans un crime crapuleux ou un viol d'enfant, une balle perdue dans la nuque a quelque chose de propre, d'humain. Il suffit d'éviter l'enterrement, les pleurs, la famille; et de taper un peu pour la forme sur les doigts agiles qui, au demeurant, ne faisaient que se défendre contre une horde de dangereux délinquants. Certains se plaignent donc, et je les entends bien, mais voyez-vous, il m'est encore permis de m'en foutre complètement. Le jour où ce ne sera plus le cas, croyez moi, je ne voudrai pas être à leur place. Il suffit de demander à ceux sur lesquels s'exercent actuellement le dernier cri en matière de répression ... Et puis, si la concurrence dans laquelle nous sommes engagés pour les matières premières tourne mal, il faudra bien retourner au charbon ... à moins bien sûr qu'on ne réussisse à s'entendre, sur votre dos, évidemment. Mais je n'y crois pas trop. La compétition, la concurrence, font partie du système, à un moment ou à un autre, le gâteau devient trop petit et il faut se battre pour avoir sa part. Par armée interposée on s'entend. Détruire, construire a toujours fait partie de nos passe-temps, de ces petits jeux auxquels nous jouons pour savoir qui possède quoi, qui décide de quoi. C'est pour ça que l'on travaille tous, au fond. La France, notre France, conquérante, agressive sur les marchés mondiaux, engagée dans les guerres de conquête, espérant sa part du butin, notre part. Tant que l'on gagne, vous aurez les miettes, sinon ... vous avez de toute façon intérêt à ce qu'on gagne ... à moins bien sûr de réaliser l'unité des peuples du monde, vous savez, ce grand rêve communiste auquel vous avez si sagement renoncé; s'était trop violent pour vous, chers petits agneaux. Et oui, si tous ceux qu'on pille en votre nom depuis des siècles parvenaient à nous déborder, ils ne feraient pas de quartier ... et pas de nuance non plus, ils n'y ont pas été éduqués, nous y avons veillé.

C'est pourquoi voyez-vous, tous ces cris sous ma fenêtre ces derniers temps ne m'empêchent pas de dormir, pas du tout; on en a vu d'autres et des pires; gérer ça s'apprend. Alors la crise ... la crise, y a du pour, y a du contre, évidemment mais avec un peu de chance et de bonne volonté tout continuera comme avant; changer risquerait d'être tellement pire! Vous devez en être bien convaincu. Guerres, famines, épidémies, c'est sympa ... à la télé. Nous ça ne nous gêne pas, on est rarement concerné, mais pour votre petite famille ... Une simple mise en garde, paternaliste si vous voulez; car si vous connaissiez ce monde tel que nous le connaissons ... Vous me trouvez peut être un peu cynique. La bonne conscience qui je n'en doute pas vous anime vous laisse croire qu'on ne peut pas penser comme ça; mais comment croyez-vous qu'on en soit arrivé là? il faut bien trouver aux choses humaines une certaine origine. A moins de croire à une quelconque fatalité naturelle ou divine ... si tel est votre cas, alors comptez sur moi, je ne vous détromperai pas.



« Réflexions un peu philosophiques au fil de lectures »

Un contrat social mondial

Il y a des ouvrages qui transmettent des semences d'espoir quant à la possibilité d'une humanité enfin humaine. C'est le cas de l'ouvrage du politologue économiste Ricardo Petrella « **Pour une nouvelle narration du monde** » (Edition Ecosociété 2007). L'auteur y oppose une nouvelle vision du monde, fondée sur la solidarité, à celle de ce qu'il appelle la théologie universelle capitaliste fondée sur l'individualisme, le capital, le marché et sur la foi dans la technologie source de richesse. Les principaux arguments sur lesquels se structure la nouvelle narration sont :

- Faire du **droit à la vie** pour tous la priorité de l'ordre du jour mondial, le XXI^e s. devant devenir le siècle qui aura déclaré **illégal la pauvreté**. (cf ci-dessous)

- Promouvoir le **développement des biens et des services communs mondiaux** qui fondent le patrimoine de l'humanité.

- **Reconnaître l'humanité**, au cours des 20 prochaines années, en tant que **sujet juridique et politique** de la communauté mondiale. Il est vrai que jusqu'à présent les sociétés ont reconnu comme sujet politique la ville (ville-Etat), le peuple, l'empire... Le sujet principal reste cependant l'Etat (la nation, avec les communes, les provinces, les régions et, au-dessus, l'international, le pluri-national, le supra-national, le trans-national... Jamais l'humanité n'a été prise comme sujet politique de référence de l'ensemble des êtres humains et, par conséquent, de l'organisation politique de la société au niveau mondial, planétaire... La construction de cette architecture politique mondiale va devenir, et rester très longtemps, selon l'auteur, le problème politique institutionnel principal de l'agenda mondial. Son principe doit être celui de la souveraineté partagée,

diffuse, qui doit émaner des communautés « locales » et sous leur contrôle. Jusqu'ici il n'y a eu qu'un seul petit pas vers la reconnaissance de l'humanité ; c'est, en juillet 2002, la création du Tribunal pénal international sur les crimes contre l'humanité. C'est très limité. La reconnaissance de l'humanité est difficile mais non impossible. « *On pourrait*

la construire à partir des multiples déclarations « universelles » et conventions internationales sur les droits économiques et politiques... ». Il faudrait réformer très profondément « *le système des institutions dites de Breton Woods (Banque mondiale, FMI, etc...)* et du monde des Nations unies ». Sans oublier que la paix dans le monde se construit d'abord par le désarmement de la finance...

Le droit à la vie, ça semble une exigence normale, courante... Mais, par « droit à la vie » l'auteur n'en reste pas à une intention purement moraliste. Il faut « *passer de l'objectif de la sécurité et de la richesse des peuples les plus forts, les plus compétitifs, à l'objectif du droit à la vie pour tous. C'est à dire pour les huit milliards d'humains en 2025* ». Sans aucune distinction, sans aucune hiérarchie. J'ai des droits parce que je

suis un être humain et non parce que je suis un citoyen français, ou un mâle ou parce que j'ai des diplômes. Les droits à la vie sont une multitude. Il n'y a pas besoin - contrairement à la théologie capitaliste - de prouver qu'on « mérite ». Ces innombrables droits : à l'eau potable, à l'air propre, à la nourriture, au logement, à l'éducation et au savoir, au travail, à la liberté (et pas celle du renard libre dans le poulailler libre), à la santé, à la liberté de mouvement. Et, pour le « vivre ensemble » : droit à la paix, à la sécurité par rapport à d'autres et à d'autres Etats ou aux calamités natu-.../...



.../... relles. A la sécurité alimentaire, culturelle, et économique: « *Aucun agent économique ne peut, par ses actes visant à la maximisation de son propre intérêt, déstabiliser ou mettre en crise l'économie d'une population* ».

« **Déclarer illégale la pauvreté** » ne renvoie pas à la compassion. Il s'agit de mettre **hors la loi** tout ce qui viole les droits humains et sociaux, et engendre des phénomènes d'exclusion. Par exemple, « interdire légalement dans nos pays, la possibilité, pour les entreprises, de délocaliser dans des pays aux salaires plus bas et de moindre protection sociale, c'est justement déclarer illégale la pauvreté, car les propriétaires de ces entreprises délocalisent, non pour créer des emplois ailleurs, et améliorer les conditions de vie d'autres populations, mais pour payer moins le facteur travail et rétribuer davantage le capital ».

En fait, la liberté d'entreprise, un des principes fondateurs de la civilisation occidentale, ne peut prévaloir sur le principe du droit des personnes à la vie et à une vie décente. Mêmes remarques pour la légalisation qui a été faite de la précarité du travail, comme si elle était quelque chose d'inévitable dans l'économie contemporaine

Un contrat social mondial doit s'appuyer sur quatre piliers : le contrat de l'**avoir** (accès aux biens et services pour une vie digne), le contrat **démocratique** (fondé sur la reconnaissance, juridique et politique de l'humanité et la mondialité de la citoyenneté). Le contrat **culturel** (non seulement à partir du respect et du dialogue entre les cultures, mais aussi sur leur hybridation. Le contrat **Terre** (en commençant par l'application des accords qui existent déjà). Pour réorganiser politiquement le monde, on pourrait partir de la Déclaration universelle des droits de l'homme, enrichie et complétée par les autres déclarations internationales et mondiales, en matière des droits de l'enfant, des femmes, des minorités, des peuples indigènes...

Les DROITS, - et non la souveraineté des Etats-, sont, dans le cadre de la reconnaissance de la mondialité de la condition humaine, et du devenir de l'humanité, la

base « **constitutionnelle** » sur laquelle il est urgent de créer l'Organisation mondiale de l'humanité.

Et, bien sûr, la **solidarité** (qui signifie reconnaissance de l'autre, par laquelle l'autre devient un bien de la communauté...) est essentielle. Il n'y a pas de société réelle sans solidarité : « *Lorsque, comme aujourd'hui, nos sociétés ont réussi l'exploit de considérer les pauvres comme des clandestins, des « illégaux » (pensons aux Rom), il est évident, en dehors de tout moralisme facile, qu'on ne peut parler de « société* ». Car « société » signifie liens, et pactes entre ses membres. Elle signifie dès lors « partage », non seulement des biens mais aussi de principes, de valeurs, d'institutions qui permettent à chacun d'être réellement membre (socius) de la communauté « *et se sente, grâce à elle, conforté dans la sécurité de son existence* ».



C'est un grand chantier que l'auteur nous invite à construire, et il affirme que les forces sociales susceptibles de soutenir ces actions, existent. Ricardo Petrella souhaite enfin une « Première planétaire », c'est à dire un chemin de recherche « vers une planétarisation des luttes, des objectifs, des

temps et des formes, sur la base d'un choix fait par les diverses composantes du mouvement concernant un nombre restreint de priorités communes, sans comité directeur, sans présidence ou secrétariat autoréférentiels. « *C'est l'esprit qui a guidé 19 personnes du monde entier, engagées depuis des années dans les luttes contre la globalisation, dans la rédaction d'un appel présenté au Vème Forum social mondial de Porto Alegre en 2005, qui inclut 12 propositions pour un autre monde possible* ».

L'auteur termine sur « le défi global de la vie » : c'est de savoir « *si nous faisons prévaloir la revendication de la primauté de la propriété privée et de la libre concurrence sur tout autre droit « éventuellement admis », ou la primauté du droit à une vie humainement digne pour tous sur la privatisation et la marchandisation de la vie.* »

Puissent, les membres responsables qui se réuniront en juin à propos de l'Europe, s'imprégner de ces idées salutaires... et les propager !

Quelques extraits de :

"La faisabilité politique de l'ajustement" de Christian Morrisson*

Quelques conseils des ECONOMISTES de l'OCDE aux POLITIQUES pour casser la résistance sociale à la marchandisation des services publics. Qui nous manipule ? Comment allons-nous être mangés ?

Profiter de la situation

- "Si un gouvernement arrive au pouvoir au moment où les déséquilibres macro-économiques se développent, il bénéficie d'une courte période d'ouverture (4 à 6 mois) pendant laquelle l'opinion publique le soutient et il peut rejeter sur ses prédécesseurs l'impopularité de l'ajustement. Grâce à ce soutien, les corporatismes sont temporairement affaiblis et il peut dresser l'opinion contre ses adversaires. Après ce délai de grâce, c'est fini." (Page 24)

Diviser l'opinion publique

- "(Un gouvernement) doit se ménager le soutien d'une partie de l'opinion, au besoin en pénalisant davantage certains groupes. En ce sens, un programme qui toucherait de façon égale tous les groupes serait plus difficile à appliquer qu'un programme discriminatoire, faisant supporter l'ajustement à certains groupes et épargnant les autres pour qu'ils soutiennent le gouvernement". (page 17)

- "La plupart de ces réformes (structurelles) frappent certains groupes tout en bénéficiant à d'autres, de telle sorte qu'un gouvernement peut toujours s'appuyer sur la coalition des groupes gagnants contre les perdants". (page 18)

Casser les résistances, les corporatismes et les syndicats

- "L'autre obstacle tient au corporatisme, plus il existe de groupes d'intérêt puissants et bien organisés, plus la marge de manœuvre du gouvernement est réduite". (...) toute politique qui affaiblirait ces corporatismes serait souhaitable. (...) cette politique soulèvera des résistances, mais il vaut mieux que le gouvernement livre ce combat dans une conjoncture économique satisfaisante, qu'en cas de crise, lorsqu'il est affaibli. (Elle) peut prendre plusieurs formes : garantie d'un service minimum, formation d'un personnel qualifié complémentaire, privatisation ou divi-

sion en plusieurs entreprises concurrentes, lorsque cela est possible". (Page 23)

- "Un gouvernement qui veut accroître ses marges de manœuvres et rendre plus flexible une société, aurait intérêt à affaiblir d'abord tous les corporatismes ». (Page 24)

- "La grève des enseignants n'est pas (...) une gêne pour le gouvernement mais elle est indirectement dangereuse, puisqu'elle libère la jeunesse pour manifester. Ces grèves peuvent donc devenir des épreuves de force difficiles à gérer". (Page 29) "Les grèves comportent un inconvénient sérieux, celui de favoriser les manifestations. Par définition, les grévistes ont le temps de manifester. Surtout les enseignants du secondaire et du supérieur (qui) libèrent une masse incontrôlable de lycéens et d'étudiants pour les manifestations, un phénomène très dangereux". (Page 26)

- "On peut supprimer des primes dans certaines administrations en suivant une politique discriminatoire pour éviter un front commun de tous les fonctionnaires. (Page 30) "Evidemment, il est déconseillé de supprimer les primes versées aux forces de l'ordre dans une conjoncture politique difficile où l'on peut en avoir besoin". (Page 30)

claire des conséquences de ce programme pour elles, ou pensent qu'il touche surtout les autres". (Page 10-11)

- "Cela suppose une bonne stratégie de communication, (qui est) une arme importante dans le combat politique. Il faut, dès l'arrivée au pouvoir insister, voire en exagérant, sur la gravité des déséquilibres, souligner la responsabilité des prédécesseurs et le rôle des facteurs exogènes défavorables, au lieu de tenir un discours optimiste". (Page 25) "Seule importe l'image que donne le gouvernement et non la portée réelle de ses interventions". (Page 28) "Il faut ajouter des campagnes dans les médias, voire des actions spectaculaires, pour obtenir le soutien de la population et faire contrepoids à l'opposition". (Page 31)

Manipuler

- "Le gouvernement (...) peut, par exemple, expliquer que, le FMI (Fonds Monétaire International) imposant une baisse de la masse salariale, le seul choix possible est de licencier ou de réduire les salaires et qu'il préfère la seconde solution dans l'intérêt de tous". (Page 29) "Rien n'est plus dangereux politiquement que de prendre des mesures globales pour résoudre un problème macro-économique. Par

exemple, si l'on réduit les salaires des fonctionnaires, il faut les baisser dans tel secteur, les bloquer en valeur nominale dans un autre, et même les augmenter dans un secteur clé politiquement. Si l'on diminue les subventions, il faut couper celles de tels produits mais maintenir en totalité celles pour d'autres produits. Le souci du détail ne connaît pas de limite : si les ménages pauvres consomment seulement du sucre en poudre, on peut

augmenter le prix du sucre en morceaux pourvu que l'on garde la subvention au sucre en poudre". (Page 31)

Tromper

- "(Un gouvernement) ne peut plus faire, en principe, de concession dès lors qu'il a pris des engagements envers le FMI (Fonds Monétaire International) pour bénéficier de son concours. D'ailleurs, une telle décision peut rendre service à un gouvernement car celui-ci peut ensuite répondre aux op-



Désinformer par la maîtrise des médias

- "On observe, avec un décalage de 3 à 6 mois, un lien étroit entre l'annonce des mesures de stabilisation et les troubles, les grèves ou les manifestations. Ce décalage est intéressant, car il prouve que (...) les réactions politiques ont lieu au moment de l'application des mesures plutôt qu'à leur annonce. (...) la plupart des personnes concernées ne sont pas capables d'avoir une idée

posants que l'accord réalisé avec le FMI s'impose à lui, qu'il le veuille ou non". (Page 22)

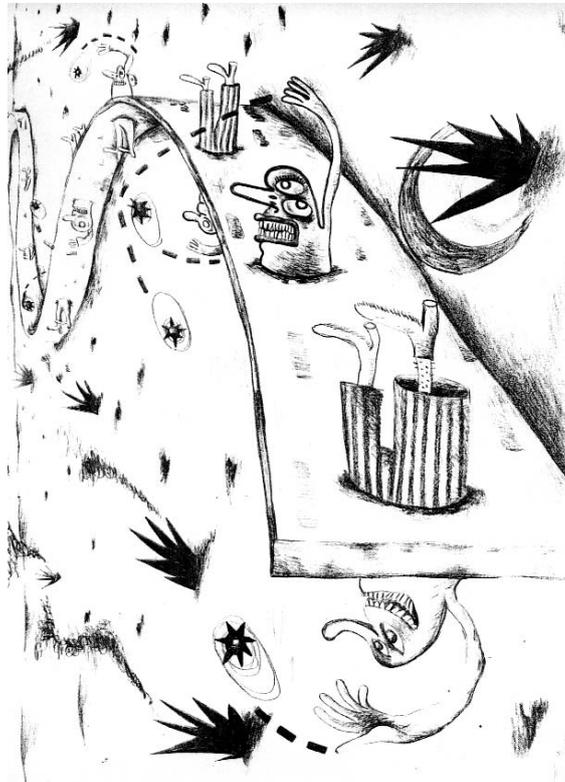
- "Comme on le voit, pourvu qu'il fasse des concessions stratégiques, un gouvernement peut, en procédant de manière graduelle et par mesures sectorielles (et non globales), réduire les charges salariales de manière considérable. L'essentiel est d'éviter un mouvement de grève générale dans le secteur public qui remettrait en question un objectif essentiel du programme de stabilisation". (Page 30)

- "Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population". (Page 30)

- "Enfin, il est souhaitable, dans un premier temps, d'exclure de la réforme les secteurs stratégiques comme l'énergie ou les transports, quitte à prendre des mesures plus tard, dans une conjoncture politique et économique meilleure". (Page 33)

- "Comme la conjoncture économique évolue, tandis que l'état de l'opinion et la situation

politique changent de semaine en semaine, la stratégie la plus efficace est celle du pragmatisme, alors que l'application rigoureuse d'un programme point par point est politiquement risquée. Si la poursuite des objectifs de l'ajustement doit être maintenue à tous prix, en revanche, le choix des moyens doit rester ouvert en permanence". (Page 36)



Déstructurer les institutions et la constitution

- "La première précaution à prendre est d'éviter une politique laxiste en période de prospérité, car celle-ci crée des droits qu'il est difficile ensuite de remettre en question". (Page 30) "Les salaires nominaux peuvent être bloqués, on peut ne pas remplacer une partie des salariés qui partent à la retraite". (Page 29)

- "Des réformes comme celles sur la longueur des mandats, le mode de soutien, le référendum ou le droit de grève, peuvent faciliter l'ajustement". (Page 34)

- "Il importe donc que les mandats durent au moins 5 ans, étant entendu que le nouveau gouvernement utilise les premiers mois – la période où la résistance au statut quo est la plus faible – pour prendre les mesures impopulaires". (Page 34)

Nous pouvons résister puisqu'ils le disent!!!

- "La réforme la plus souvent nécessaire et la plus dangereuse est celle des entreprises publiques, qu'il s'agisse de les réorganiser ou de les privatiser. Cette réforme est très difficile parce que les salariés de ce secteur sont souvent bien organisés et contrôlent des domaines stratégiques". (Page 33)

- "Plus un pays a développé un large secteur parapublic, plus cette réforme sera difficile à mettre en œuvre, le cas limite étant celui des économies socialistes où les dangers sont les plus grands". (Page 33)

—
*extraits du "Cahier de politique économique n°13" du Centre de Développement de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), que vous pouvez lire à <http://www.oecd.org/dataoecd/24/23/1919068.pdf>

Education, santé, transport, culture, recherche, énergie et PRIVE...
On nous prend pour des crétins et on aime ça!

La recherche scientifique et la morale

Nul doute que l'on pourra bientôt greffer des tissus cérébraux à un hydrocéphale, ce qui pose le problème de l'identité et de la personnalité.

Maintenant, avec le séquençage du génome humain, on aborde un nouveau continent.

Une femme peut être enceinte de son grand-père décédé grâce à la congélation de son sperme.

On peut, grâce au prélèvement d'ADN (l'acide codage d'une cellule) d'un vers luisant modifier une plante qui deviendra phosphorescente. Mais gardez à la manipulation animal-Homme.

Les possibilités de la technique médicale, ses limites aussi, supposent une morale pour ne pas créer des monstres. On peut envisager le principe d'interdiction lorsque la recherche ne vise pas l'amélioration de la vie humaine ou l'éradication des maladies mais seul le désir de faire progresser la science ou encore le simple fait de s'enrichir avec les brevets et les trusts.

En effet, on assiste au pillage des richesses amazoniennes car une fois modifiées génétiquement, les plantes deviennent des produits manufacturés dont on exige de l'argent.

De plus, on risque la catastrophe génétique d'où l'importance du principe d'interdiction et de précaution.

Chávez et le chavisme, après la défaite du 2 décembre 2007

Par Mauricio R. Alfaro
février 2008

Ph.D. en sciences politiques Université du Québec à Montréal, Canada

Au Venezuela l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez, en 1998, met fin à une période historique dominée par le « Pacte de Punto Fijo » de 1958. S'entame alors, dans ce pays, un processus révolutionnaire qui allait privilégier la démocratie sociale comme axe de référence des changements en cours. Et, par un effet d'influence réciproque, c'était toute l'Amérique latine qui entraînait dans une nouvelle phase politique. L'optimisme revenait dans toute la région et, après les grandes et successives défaites populaires du XXe siècle, les peuples se mettaient de nouveau en marche vers la conquête du pouvoir politique.

Toutefois le 2 décembre 2007, c'est toute la mouvance de changement au Venezuela, qui dans son ensemble paraît fortement affectée. Car ce jour-là, chose étonnante, 3 millions de chavistes n'ont pas suivi Chávez dans sa proposition de réforme constitutionnelle. Le non l'a ainsi emporté et Chávez connût son premier échec aux urnes, après 11 événements électoraux et référendaires victorieux. Dans cette réflexion, nous allons tenter de comprendre, la source de cet énigmatique « Non chaviste » à Chávez.

Le Venezuela avant l'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez

La mécanique du pouvoir du « Pacte de Punto Fijo » de 1958

Le pacte politique de « Punto Fijo » de 1958 inaugure un moment exceptionnel pour le Venezuela car le consensus démocratique a été possible grâce à un accord politique entre les élites. C'est-à-dire entre les partis politiques AD (Action Démocratique) et COPEI (Comité d'Organisation Politique Electorale Indépendante), le secteur privé (Fedecameras) et les travailleurs organisés dans la CTV (Confédération des travailleurs du Venezuela). Cette entente des élites a produit un fait particulier : les partis politiques ont réussi à consolider leur position en incorporant, sous leur influence et à travers une politique fondée sur le « clientélisme », les diverses structures de la société disposant, grâce à la rente pétrolière, d'une marge de manœuvre importante (Molina et Pérez, 1998, p. 36). Une démocratie de partis (c'est-à-dire représentative) s'est ainsi implantée au Venezuela et à travers elle, comme l'observe Michel Coppedge, les principaux partis politiques, à savoir

le AD et le COPEI, ont réussi à infiltrer et contrôler des sociétés privées (cité par Jimenez, 1999, p. 37). Par ce biais, ces partis étaient les uniques médiateurs entre les citoyens et l'Etat, et les différents secteurs sociaux obtenaient des bénéfices en fonction de leurs services prêtés (Molina et Baralt, 1998, p. 36).

Crise du « Pacte de Punto Fijo »

Ce pacte politique des élites allait entrer dans une phase de congélation où les partis politiques principaux (historiquement identifiés comme les dépositaires d'un grand consensus grâce à sa capacité de mobilisation et acceptation populaires) devenaient, avec le temps, les promoteurs d'un système privilégiant surtout les acteurs politiques du schéma originel de 1958. Ce modèle de société commence à s'effriter en 1988 avec le deuxième mandat de Carlos Andrés Pérez qui entame le démantèlement du monopole des partis. Ce président, afin de concrétiser son programme politique, néglige son parti (le AD) et opte, en s'appuyant sur une équipe de travail d'orientation technocratique, pour les politiques économiques néo-libérales. Les Vénézuéliens n'ont pas accepté cette voie et, de manière active et militante, s'y sont opposés. Rappelons ici le « Caracazo » de 1989. Il s'agit là, d'une insurrection populaire qui s'est soldée par des centaines de morts. Rafael Caldera (un des fondateurs du COPEI) confirme la crise évidente du bipartisme en fondant son propre mouvement qu'il appelle « Convergence ». De cette façon, il essaya de redonner une nouvelle image de la politique. Caldera critique les positions néo-libérales de Pérez et offre un modèle alternatif de développement. Sur base de ces promesses, il obtint en 1993 la victoire électorale (Ellner, 1998, p. 126).

Le gouvernement de Caldera n'est pourtant que la continuation de celui de Pérez et, pour conserver le pouvoir, il continue à s'appuyer sur le bipartisme et sur le Parlement. Caldera intensifie la crise en commettant une série d'erreurs qui seront identifiées par les citoyens comme le produit d'une classe politique négligente et en décadence à laquelle ils ne font plus confiance.

Heinz Sonntag (1998) voit ce déclin de la façon suivante : tout au long de 1993, la grande majorité des Vénézuéliens

ont eu la perception que la démocratie au Venezuela avait un avenir incertain. Cette majorité n'avait aucune confiance dans le Congrès, elle se méfiait du Conseil Suprême électoral, elle voyait dans les partis politiques non des acteurs politiques fondamentaux du système démocratique, mais des appareils éloignés des citoyens. Leurs leaders étaient vus comme des mafiosi appartenant à des « castes » dont l'unique objet était de se perpétuer au pouvoir pour maintenir leurs privilèges en monopolisant le pouvoir politique.

Même l'Etat, autrefois perçu comme le grand protecteur par sa fonction de distributeur de la rente pétrolière, était remis en question pour son incapacité à répondre aux demandes des citoyens. Ces tendances dissolvantes de l'espace politique ne trouvaient pas de contre-poids en une société civile forte. Tout au contraire : cette société civile, surgie pendant les années 70 et 80, avait succombé aux effets dissolvants de la globalisation sur les acteurs collectifs traditionnels et la montée galopante de l'individualisme, qui est sous-jacente à ce modèle des politiques d'ajustements réalisées dès 1989 et jusqu'au milieu de 1993. Le résultat fut une apathie généralisée.

Pour Sonntag (idem), pendant que l'espace politique du Venezuela se dissolvait, aucune classe sociale, aucun groupe ou secteur était capable d'agir collectivement : les acteurs politiques se divisaient, la société s'atomisait et l'individualisme s'enracinait. En parallèle à ce processus, il y a eu une crise financière aiguë, provoquée par la faillite d'une importante banque du pays, ce qui a obligé Caldera à réaliser une intervention de sauvetage de plusieurs milliards de dollars, l'équivalent à 10% du PIB (Lander et Maya, 1999, p. 6). Au même moment un secteur important de banquiers et d'exécutifs a été signalé comme une bande de simples délinquants (Sonntag, 1998, p. 22).

Chavez et la Révolution bolivarienne

Les deux démocraties

Afin de mettre un terme à cet état des choses, Hugo Chávez propose, comme alternative, l'autre démocratie qu'il a envisagée comme suit : « Nous sommes en train de vivre, commente-t-il, à la fois, une mort et une naissance. La mort d'un modèle usé, épuisé, détesté ; et la naissance d'un nouveau

.../... cours politique, différent, qui porte l'espoir d'un peuple. Le vieux tarde à mourir, et le neuf n'a pas encore pris ses marques, mais cette crise accouche d'une révolution ». Quelle est la nature de cette révolution ? « Outre la crise économique, explique Chávez, le Venezuela connaissait surtout une crise morale, éthique, à cause du manque de sensibilité sociale de ses dirigeants. Or la démocratie, ce n'est pas seulement l'égalité politique. C'est aussi, voire surtout, l'égalité sociale, économique et culturelle. Tels sont les objectifs de la Révolution bolivarienne » (cité par Ramonet, 1999).

Pour passer de la démocratie représentative à la démocratie sociale, Hugo Chávez envisageait les secteurs appauvris et exclus de la société vénézuélienne comme les acteurs historiques principaux du changement politique. (Lander et Maya, 1999, p. 17). Au Venezuela, Hugo Chávez, avec sa proposition de démocratie sociale, représentait donc (dans un environnement où la lutte idéologique était inexistante grâce au pacte politique des élites) un renouveau pour l'imaginaire politique des masses. Et c'est ce même imaginaire politique qui allait créer les conditions pour passer de l'alternance politique vers l'alternative politique, c'est-à-dire, vers la création d'un nouveau statu quo.

Vers la consolidation de la 5ième République: l'Etat social

Dans le cas du Venezuela, le paradigme démocratique est porteur d'une antithèse profonde où deux programmes politiques s'affrontent. Ceci explique pourquoi, la lutte politique au Venezuela s'est envenimée au point de devenir haineuse. Car dans ce contexte, à la conception démocratique des élites qui, dans sa version néo-libérale, prônait l'Etat minimal comme stratégie globale d'organisation et de développement socio-économique, allait s'opposer, d'une manière concrète et militante, l'autre vision démocratique faisant du pouvoir régulateur de l'Etat, le garant du progrès socio-économique de la collectivité. En paraphrasant Balibar (1992)² on pourrait bien dire que, pour Hugo Chávez, l'Etat qui se fonde sur la liberté et la reconnaissance d'une stricte égalité juridico-politique des citoyens n'est plus

le paradigme principal. Il va, dès lors, privilégier l'autre Etat qui cible surtout l'égalité économique, sociale et culturelle des citoyens.

INFORMATION



LIBRE

Au Venezuela, ce dernier Etat s'est implanté dans la dynamique suivante : « Elu une première fois le 6 décembre 1998, avec 56,2 % des suffrages, Hugo Chávez Frias est reconduit à la présidence du Venezuela le 30 juillet 2000 avec 59,75 % des voix, après avoir remis son mandat en jeu. Entre-temps, les Vénézuéliens ont approuvé, par 88 % des suffrages, la mise en place d'une Constituante puis, par 71,4 % des voix, le texte constitutionnel, préparé par cette assemblée, qui a institué la Ve République » (Ramonet, 1999).

Hugo Chávez a donc posé le noyau d'une nouvelle hégémonie; le Nouvel Etat social fondé par lui en est la preuve. Dans ce processus, les masses optent de manière active pour un nouveau bloc au pouvoir. S'érigerait ainsi une sorte de double pouvoir, comme le décrit Hugo Chávez ci-dessus. Dans cette dynamique, l'ancien régime n'ayant plus le contrôle des changements, refuse à disparaître. Ainsi s'explique sa résistance, son opposition radicale au programme politique de Chávez. Le nouveau régime, quant à lui, n'a pas encore la puissance nécessaire pour s'imposer de manière intégrale. De là, la lutte, les conflits qui prolongent la crise. Cette dernière, nous l'entendons donc comme une confrontation profonde de deux programmes politiques affectant toutes les structures de la société.

Hugo Chávez et le chavisme

L'effet Chávez

Au Venezuela, la gauche, en concrétisant une alternative politique, avait trouvé une issue à un des problèmes majeurs de la gauche latino-américaine. En effet cette dernière, depuis quelque temps, semblait tourner en rond. Par ses constantes mobilisations quelquefois héroïques, elle réussissait à déchaîner un état permanent de révolte et arrivait même à se défaire, à travers l'action directe, d'un Président néo-libéral. Pourtant, le goût de la victoire était de courte durée parce que un autre de la même espèce lui succédait. La gauche

se réorganisait et entamait de nouvelles révoltes, toutefois les résultats étaient toujours les mêmes ! C'est ce qui nous fait dire que la gauche régionale tournait en rond; alimentant davantage l'apathie et le découragement. Le néo-libéralisme réussissait ainsi à s'imaginer et à se faire considérer comme le paradigme sans alternative. Imbattable, il atteste son succès, presque total, dans la région.

C'est ce cercle vicieux de révolte en défaite et vice-versa qui, au Venezuela, a été brisé par l'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez et sa politique fondatrice dynamique qui va ensuite irradier au Brésil, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua et dans d'autres pays. L'ensemble de cette nouvelle dynamique politique peut donc bien s'appeler, l'effet Chávez.

La convergence secteurs populaires-Hugo Chavez

Au Venezuela, selon notre perspective d'analyse, la crise du « Pacte de Punto Fijo » suivie de l'échec du programme politique néo-libéral a favorisé l'éclosion, d'une conjoncture politique exceptionnelle dans ce pays. D'un côté elle a favorisé la mobilisation populaire contre un état de choses chaotique et d'un autre côté, c'est elle, également, qui a propulsé Hugo Chávez comme figure politique au niveau national et ceci, après sa tentative putschiste de 1992. Les conditions historiques se sont ainsi combinées pour faciliter la convergence entre les secteurs populaires et Hugo Chavez. Ce dernier devenait alors comme le catalyseur des inquiétudes et revendications politiques des Vénézuéliens. Processus qui, comme on l'a vu, atteignait son sommet avec la fondation de la Ve République.

Dès sa fondation la Ve République a été durement combattue par les anciennes élites au pouvoir et leurs alliés. En font preuve, parmi d'autres, le coup d'Etat de 2002 suivi peu de temps après par le lockout patronal de PDVSA. Fait remarquable : toutes ces crises ont été surmontées grâce à la détermination populaire et sa mobilisation militante, venu à la défense du nouveau processus politique vénézuélien. L'exemple le plus marquant est celui du coup d'Etat défait en 48 heures par une alliance civilo-militaire.

L'alliance de Chávez et des secteurs populaires faisait ainsi ses preuves et s'affirmait comme le garant du triomphe populaire. Un changement de taille s'infiltra néanmoins dans ce processus : Chávez prend de plus en plus la place de figure centrale du processus et, de manière quasi naturelle, les secteurs populaires l'acceptent comme leur Leader incontesté. C'est

à ce moment précis, que le rapport secteurs populaires-Chávez va s'inverser et muter en Chávez et le chavisme. Ce qui signifie, que l'immense accumulation de forces politiques populaires (qui s'étaient libérées lors des mandats présidentiels de Pérez et Caldera) allaient tomber sous le contrôle et la direction de Chávez. Dans ce rapport, nous semble-t-il, Chávez prenait figure de quelque chose qui s'apparente à la conscience même du processus révolutionnaire en cours.

Le fait reste qu'au Venezuela, la fusion de Chávez et du chavisme devenait une puissante force politique qui, dans sa phase ascendante, se révélait imbattable ; puisque Chávez, avec ses initiatives, n'avait pas seulement désarmé politiquement et idéologiquement la droite vénézuélienne mais cette dernière, comme organisation politique, avait pratiquement disparu du panorama politique vénézuélien.

Par un étrange revirement des choses, cette victoire presque complète de Chávez et du chavisme allait produire un résultat contraire aux attentes. Chávez devenant invincible, son pouvoir prenait une extension de plus en plus large. C'est donc dans l'ordre naturel des choses, que, pour soutenir l'ensemble de cette domination, il fallait un appareil d'État capable d'assumer le contrôle des nouvelles responsabilités. Et c'est ainsi, qu'au Venezuela s'installe un chavisme prenant forme, cette fois-ci, d'appareil politique presque pour contrôler toutes les structures du pouvoir d'État. Parmi elles, le PDVSA (Pétrole du Venezuela Société Anonyme). Ceci signifie que la rente pétrolière et sa distribution est maintenant, sous contrôle chaviste. Le processus de bureaucratisation de la Révolution bolivarienne atteint alors son point culminant.

La Nouvelle Classe Politique Chaviste (NCPC)

À ce chavisme devenu appareil d'État, Dieterich (2007) (un ex-conseiller de Chávez) va donner le nom de « Nouvelle Classe Politique ». Pour cet auteur la NCPC se porte garante du contrôle bureaucratique du processus politique vénézuélien. Toutefois, l'impact immédiat de cette orientation, fait remarquer Dieterich, se solde pour Chávez, au cours du temps, par un isolement progressif par rapport à la réalité concrète du peuple. Le bloc Chávez et le chavisme, tel que décrit ci haut, commencent alors à montrer d'importantes

fissures. C'est ce que les statistiques montrent.

En effet, selon La Jornada dans son édition électronique du 3 décembre 2007, un vénézuélien sur quatre ayant voté pour Chávez en décembre 2006 n'a pas voté en faveur de la réforme de la Constitution du 2 décembre 2007. Dans les élections de 2006 Chavez a obtenu 7.300.000 votes qui contrastent fortement avec les 4.380.000 de « oui » favorables à la réforme de la Constitution. Tandis que le candidat de l'opposition, Manuel Rosales a obtenu, en décembre 2006, 4.292.000 votes, l'opposition à la réforme a, cette fois, obtenu 4.500.000 votes. Ce qui donne une petite augmentation des votes à l'opposition et une perte de 3.000.000 de votes pour le chavisme. L'abstentionnisme est ainsi passée de 25 pour cent en décembre 2006 à 44 pour cent le 2 décembre 2007 (La Jornada, 2007).

Ce panorama global du référendum du 2 décembre et particulièrement l'abstention de 3 millions de chavistes donnent, à notre avis, un signal alarmant pour l'avenir de la Révolution bolivarienne. Cette inquiétude se renforce, lorsqu'on analyse en profondeur les résultats du vote du 2 décembre. Il appert, en effet, que le « Non » l'a emporté même dans les bastions fortement chavistes, là où habitent les alliés naturels de Chávez. Ce qui est le cas du quartier Libertador de Caracas qui pendant l'élection présidentielle de 2006 a eu la même proportion

du pays soit : 63% pour Chávez et 37% pour Rosales. Cette fois, dans le même quartier, les données se sont renversées : 52,41% pour le non et 47,58% pour le oui. Notons que ce quartier d'extraction populaire continue de refléter, par ses résultats électoraux, la tendance politique générale du pays (Rodriguez, 2007).

Le cas le plus lourd, par son symbolisme politique, est celui du quartier où Chávez lui-même fait le dépôt de son vote. Il s'agit de la Zona Central 23 de Enéro. Bien que, dans cette zone hautement politisée (observe l'auteur de ces statistiques), 2218 électeurs ont exercé leur vote en 2006 dont 1525 votes en faveur de Chávez (69,9%) versus 642 pour Rosales (29,9%) il n'y a eu que 1858 votes valides lors du référendum du 2 décembre. C'est dire qu'il y a eu quelque 350 personnes en moins qu'en 2006 ayant exprimé leur opinion. Et de ces 1858 votes valides il y en a eu 1026 (55,2%) pour le oui tandis que 832 (44,8%) se

sont exprimés pour le non. Dans ce secteur, l'abstention a donc été importante et la perte des votes en faveur de Chávez s'est élevée à 14%. Or c'est cependant là aussi, observe l'auteur (Rodriguez), que les résidents vont, chaque fois que se présente l'occasion, célébrer Chávez (Idem).

Ces statistiques montrent un fait central ressortant du dernier processus référendaire au Venezuela : la cause explicative de la défaite référendaire de Chávez se trouve dans le chavisme lui-même et l'abstention de 3.000.000 de chavistes en est la preuve. Ce décrochage ne peut pourtant pas être interprété, comme une volte-face des chavistes vers la droite (si cela avait été le cas, la victoire de la droite aurait été éclatante). Il nous semble plutôt que cet acte politique des chavistes renferme quelque chose de plus profond qui dénote une maturité politique des masses. En effet, ce référendum ciblait l'intégration de certaines réformes à la Constitution vénézuélienne de 1999 en vue d'orienter ce pays vers le socialisme. Le socialisme allait donc s'implanter au Venezuela par la voie des décrets ! Ceci explique pourquoi, les bases chavistes n'ont pas été consultées lors des préparatifs de cet événement politique. Notons, fait curieux, que ceci se produisait à l'intérieur d'une dynamique politique qui prône la démocratie sociale comme principe fondateur en y ajoutant l'adjectif participative, pour la différencier nettement de la démocratie représentative.

Il nous semble donc que le référendum du 2 décembre marque un changement de cap important à l'intérieur du chavisme où l'hégémonie se déplaçait des masses vers les élites dont elles étaient censées suivre, sans trop des discussions, les directives et les initiatives en les confirmant par leur vote. Au Venezuela, la menace d'implanter une démocratie purement plébiscitaire planait donc à l'horizon. Dans ce type de démocratie, le Leader et son appareil politique auraient décidé du futur de la Révolution bolivarienne et c'est, selon notre analyse, cette tendance qui a échoué lorsque 3.000.000 des chavistes se sont abstenus de voter, lors du dernier référendum.

Chávez et l'aile bureaucratique chaviste (ABC) vus par l'aile critique du chavisme (ACC)

La défaite du 2 décembre 2007 semble avoir tout remis en question au Venezuela. Ceci nous porte à croire qu'il s'agit là du commencement d'une autre nouvelle conjoncture politique pour ce pays où au niveau de la droite comme de la gauche, .../...



.../... on assiste à une recomposition importante des forces politiques respectives. Le but : préparer les meilleures conditions pour passer à l'offensive soit pour apprivoiser soit pour détruire l'ennemi politique. Selon notre analyse, l'événement déclencheur de cette nouvelle conjoncture politique se trouve dans le constat suivant : la défaite de Chávez ce 2 décembre 2007 a fait voir à la droite vénézuélienne qu'il est possible de vaincre Chávez par la voie électorale ; tandis que la gauche s'est rendu compte que Chávez n'est pas le leader infaillible qu'elle croyait encore tout récemment. Au Venezuela, un mythe est ainsi tombé.

Pour le cas qui nous occupe nous observons qu'au Venezuela, ce mythe tombant, tout un processus de critique s'ouvre à l'intérieur du chavisme ; rien n'est épargné. Un fait se dévoile ainsi à l'horizon : la recomposition des forces à l'intérieur du chavisme passe inévitablement par une collision de taille entre l'ABC et l'ACC. Deux tendances qui, il nous semble, avaient leurs différences depuis longtemps. De là, l'âpreté dans leur affrontement.

Nous allons tenter, dans ce qui suit, de dresser un portrait du conflit entre les tendances à l'intérieur du chavisme pour ensuite donner un aperçu du développement probable de l'alliance de Chávez et le chavisme dans la nouvelle conjoncture politique vénézuélienne. Afin de réussir ces objectifs, nous avons fait une lecture attentive de 50 articles ayant trait au thème qui nous occupe. De ces textes, nous avons choisi un échantillon de 10 auteurs, analystes, militant(e)s et sympathisant(e)s, du chavisme. A notre avis, ces points de vue synthétisent bien notre problématique générale et donnent, aussi, une vision concrète de la critique venant de la part de l'ACC à l'ABC. Notons que ces articles ont été, principalement, recueillis dans le site web Aporeta du Venezuela.

Quelle critique l'ACC formule-t-elle envers l'ABC ?

« À l'intérieur des éléments de réflexion nous ne devons pas omettre de nous demander où se trouvaient plus de 5 millions de militants (militantes) du Parti Socialiste Uni de Venezuela (PSUV) en date du 2 décembre. La réponse à cette question pourrait comporter des conséquences moins agréables à assumer. Ainsi, il y a eu en faveur du « oui » moins de personnes que des aspirants (aspirantes) militants (militantes) (5.200.000) du nouveau Parti Socialiste Uni de Venezuela. Que ces supposés militants n'appuient même pas

leur parti par la voie des urnes est un constat suspect. Il faut ajouter à cela cette donnée inquiétante que 44,11 % des Vénézuéliens ne se sont pas dérangés pour aller voter ce jour-là » (Soler et Pascual, 2007).

« Ce qui est le comble c'est que maintenant on prétend que l'échec du dimanche 2 est la faute du peuple, qui selon le Président est "faible", "lâche", et est composé des "révolutionnaires de pacotille"... Eclaircissons quelque chose. Comme dans tout processus électoral, il y a eu un perdant et un triomphateur le dimanche 2 décembre. Les perdants ont été le gouvernement - depuis Chávez jusqu'au dernier bureaucrate - et la réforme constitutionnelle proposée par le Président, et concoctée par l'Assemblée Nationale derrière le dos du peuple. Oui, l'unique perdant a été le gouvernement qui n'a pas réussi à faire approuver une réforme qui n'avait rien de socialiste et de plus restreignait d'importantes libertés démocratiques » (Hernandez, 2007).

« Menacer, récriminer et maltraiter ne sont pas de bonnes conseillères après un échec pour lequel existe une responsabilité directe. Il serait contre-indiqué de renforcer la spirale de l'échec et des erreurs. Les erreurs de ne pas avoir réussi à mobiliser et à convaincre le peuple ne doivent pas être payées par ce dernier. Le déficit est dans un autre lieu. La dette est envers le peuple, non du peuple en face du leader infaillible, en face du mythe-césariste. La responsabilité de l'échec pèse sur la haute direction politique de la révolution, y compris Chávez. Cela c'est la vérité. Il est très douloureux de le reconnaître, mais il faut commencer par là.

Le Gouvernement bolivarien commence à avoir des dettes envers le peuple ; et non l'inverse. Ce sont les gouvernements qui contractent des dettes envers leurs électeurs (électrices) quand ils sont choisis pour répondre aux problématiques économiques, sociales, politiques, militaires, territoriales et culturelles. Si dans des délais déterminés de temps, les gouvernements ne s'acquittent pas de leurs obligations, il est naturel qu'ils perdent l'appui et que de nouvelles alternatives commencent à se faire jour. C'est cela la démocratie ». (Biardeau, 2007).

« La direction bolivarienne, incluant le commandant Chávez et nos illustres députés de l'assemblée nationale, a oublié de déclencher les pouvoirs constituants originaires du peuple, dont ils ont tant parlé en 1999. En d'autres mots ils ont oublié le peuple comme sujet du changement et se sont crus en char-

ge de la révolution, en qualité de bureaucrates ou de représentants (représentantes). De la sorte, ils ont fait une réforme « à leur mesure » et quand bien même elle a su reprendre quelques contenus de la rue, elle a, pour les autres questions, été calquée sur les idées et l'image de la bureaucratie. Et par-dessus tout elle a donné aux millions de personnes du peuple chaviste et révolutionnaire des raisons pour ne pas aller voter, en négligeant d'ouvrir des espaces à la participation populaire, ce qui est très grave pour un processus révolutionnaire... Nous croyons qu'avec les résultats du 2 décembre, l'arrogance, la précipitation et le critère d'infaillibilité du leader, de notre Commandant Chávez, ont été battus » (Murphy, 2007).

« Ce sur quoi je suis en plein désaccord c'est qu'on use d'un subterfuge en recourant à l'impérialisme pour masquer nos erreurs, notre incapacité et nos responsabilités. Qu'on cherche dans les salons obscurs du Pentagone le secret de notre échec électoral, en contredisant ainsi des vérités endogènes et assez évidentes expliquant d'une manière claire pourquoi les choses se sont passées telles qu'elles se sont déroulées, dans le fond... Avec un grand nombre de compagnons nous persistons à dénoncer la tournure inattendue que le processus avait pris aux mains d'une direction qui s'est approprié les victoires, les consignes et l'énergie populaire révolutionnaire pour soutenir ses intérêts. Plus d'un a sonné l'alerte à l'encontre d'un socialisme fade, sans substance et contradictoire qui se répétait sans discrimination par les bouches d'une nomenclature usurpatrice et néo-conservatrice. C'est en grand nombre que nous sommes opposés à un appareil appelé PSUV qu'on a voulu nous imposer, sans consultation et d'une manière astucieuse, impérative et antidémocratique, en ayant recours au chantage disant que ne pas l'accepter, impliquait d'être "contre-révolutionnaire au service de l'impérialisme yankee" » (Bolivar, 2007).

« La frustration grandissante de milliers de compatriotes par la légitimation amplifiée "à partir d'en haut" d'une ploutocratie inutile, arrogante et corrompue qui s'arroge la représentativité populaire en transformant le bijou le plus chèrement apprécié et défendu par le peuple révolutionnaire - ces espaces de participation et l'exercice direct et autonome du pouvoir populaire - en théâtre de marionnettes et manipulations de coulisses. Le durcissement d'un exercice de direction vertical-alourdi d'une justification idéologique - qui trouve son origine chez le président lui-même

(confusion de plus en plus absolue et durable entre direction et dirigisme en ce qui concerne sa personne) pour ensuite descendre à tous les niveaux de décision publics et sociaux jusqu'à s'incruster dans les milieux propres à l'organisation populaire comme une vieille culture politique qui s'est recréée à partir des langages et des subjectivités qui ont produit la révolution bolivarienne » (Denis, 2007(1)).

« Mercedes vit dans Antimano et est aspirante-militante au sein du PSUV, mais déjà elle n'assiste pas aux réunions pour garder sa fille et parce qu'un petit groupe proche du Maire s'est approprié le parti. C'est ici que, de plus j'ai appris l'atmosphère de grand scepticisme qui régnait à l'égard du référendum. "Ce n'est pas que nous ne sommes pas avec le Président, mais nous n'allons pas voter. Nous sommes déjà fatigués de la corruption, de l'arrogance des maires qui ne résolvent pas nos problèmes et manipulent le PSUV, les Conseils Municipaux Communs, ils profitent de ce que nous sommes pauvres et des bourses de cinq cent mille bolivars sont offertes à certains gens pour qu'ils contrôlent toutes les organisations populaires et les mettent à leur service ... De quel socialisme parlons-nous alors ? " » (Prato, 2007).

L'Alliance de Chávez et le chavisme après le 2 décembre 2007 : trois scénarios possibles

Ce qui précède démontre qu'il existe à tous les niveaux du chavisme d'importants désaccords que nous avons résumé en deux tendances bien définies pour les rendre plus compréhensibles: l'ABC et l'ACC. La première tendance, comme expliqué ci-dessus, cherche un contrôle bureaucratique de la révolution où le charisme du Leader serait la source de sa légitimation. A l'opposé nous avons l'autre tendance qui tente de trouver sa légitimation à travers un langage politique qui cherche à approfondir la démocratie sociale et participative, dans un mouvement créatif et libérateur où le peuple, incarné dans les mouvements sociaux, serait le véritable artisan de son histoire. Tout semble indiquer que cette tendance cherche à retourner à la formule originale de la Révolution bolivarienne : mouvement populaire avec Chávez au lieu de Chávez et le chavisme, comme c'est le cas présentement.

C'est seulement par ce biais que l'ACC envisage de surmonter cette aliénation politique qui fait du Leader infaillible l'essence du mouvement politique même. Dans cette relation, tout indique, que plus le Chef est puissant; plus faibles sont les mouvements sociaux. Pour

l'ACC il s'agit donc de tenter de renverser la tendance actuelle du processus politique vénézuélien. Nous parlons, à juste titre, d'une lutte de tendances à l'intérieur du chavisme dont les formulations « mouvements sociaux et Chávez » et « Chávez et le chavisme » ne sont pas de simples abstractions ; sinon qu'elles reflètent, à notre point de vue, correctement une dynamique propre à la Révolution bolivarienne dont l'avenir dépend de l'emprise que l'une a sur l'autre.

De ces dynamiques nous dégagons trois scénarios possibles pour le développement de l'alliance de Chávez avec le mouvement populaire : un premier scénario que nous appelons utopique ; un deuxième scénario que nous appelons centriste ; et un troisième scénario que nous appelons radical.

Le scénario utopique

Selon cette tendance, « il correspond à une nouvelle génération d'hommes politiques et cadres d'armer une nouvelle éthique publique qui est caractérisée par le compromis politique et la haute formation dans l'administration de l'Etat. L'existence de ces nouveaux cadres sera l'antidote le plus efficace pour contrer ce qu'est déjà connu comme boliburguesía c'est-à-dire cette nomenclature qui n'a eu besoin que de cinq ans pour s'approprier d'énormes espaces de richesse et pour atteindre une réprobation unanime populaire. Une voracité obscène (Hummer, whisky, demeures luxueuses, contrôle d'entreprises) et parfois si extrême qu'elle fait pâlir le vol institutionnalisé durant la Quatrième République » (Monedero, 2007).

Ce scénario, nous l'appelons utopique puisqu'il faudra se demander : d'où sortiront ces hommes nouveaux, exemples de droiture bureaucratique ? Dans l'histoire des administrations publiques, il nous semble qu'il n'existe pas un seul cas connu. Expérience concrète des peuples qui est même devenue une composante du sens commun synthétisée dans la formulation : toute forme de pouvoir corrompt. Mais cela n'enlève pas que cette orientation utopique n'interpelle une aspiration profonde des peuples qui rêvent d'avoir des politiciens (politiciennes) dévoués à la chose publique et en recherche permanente du bien-être collectif. Dans cette optique, il n'existerait pas de fracture entre gouvernants et gouvernés sinon un rapport de complémentarité, de continuité. L'espoir (utopique) est donc permis, même si l'auteur constate l'énorme corruption du chavisme bureaucratique. La tendance de ce scénario serait celle de tenter de reformer le chavisme à partir de l'intérieur.

Le scénario centriste

Rangel note que « la différence entre le vote du non et le vote du oui confirme d'une manière accablante ce qui saute aux yeux de tout observateur : la division des Vénézuéliens ressemble, de toute évidence, à celle qui existe dans la région (l'auteur fait référence ici à l'Amérique latine). Reconnaître cette réalité, qui se lit dans le dernier acte référendaire, conduit à une conclusion élémentaire : pour l'instant, les deux moitiés sont irréductibles, mais elles se nourrissent l'une l'autre. Elles sont comme les ailes d'un oiseau. S'il en manque une; le vol devient impossible. Devant les chiffres on peut conclure à un échec de Chávez en tant que promoteur de la réforme et à une victoire des adversaires à la proposition. Mais, attention! En politique les choses se passent autrement. Le chavisme n'a pas pu atteindre le mythique 50 %, et l'opposition l'a obtenu à grand-peine. Il est donc compréhensible que l'opposition chante victoire. Et voilà qu'il est bien aussi, dans le fond, que le chavisme ne se sente pas battu. Qu'est-ce qui se pose alors ? Administrer cette réalité. Que les forces en lutte s'admettent et se respectent... Selon mon opinion, le dialogue est un mandat qui surgit de l'acte électoral du 2 décembre. Même si des puissants opposants se trouvent d'un côté et d'autre (Rangel, 2007).

Ce scénario, que nous appelons centriste ou réaliste car plutôt axé sur une perspective de la bonne gouvernance fait appel à la stabilisation du pays qui passe nécessairement par le dialogue des opposants. Et c'est seulement ainsi que les deux ailes de l'oiseau se mettront en harmonie et que le Venezuela pourra enfin s'envoler (sans entraves) vers des nouveaux espaces démocratiques. S'agit-il ici de proposer une nouvelle version du « Pacte de Punto Fijo » de 1958 ? Rangel répond à cette question par la négative, car il s'agit pour lui d'un accord politique qui aurait comme cadre général les nouvelles institutions démocratiques vénézuéliennes. Nous appelons cette orientation centriste ou réaliste car, fondé dans la théorie politique, il faut se rendre à l'évidence que tout appel à l'accord politique implique une bonne dose de pragmatisme où les acteurs politiques renoncent à leurs positions radicales pour rendre possible cet accord. Il s'agit donc de mettre de côté des questions et des thèmes qui puissent lui porter préjudice. Sans ces prémisses, le pacte politique est, tout simplement, impossible. Et Rangel en bon politicien le sait; il reconnaît que sa position trouve « des puissants op-.../...

.../... posants d'un côté et d'autre ».

Le scénario radical

Pour Roland Denis, « le rêve d'un Etat et d'une bureaucratie qui est épurée dans la phase actuelle de l'histoire, confine à l'innocence. Ils peuvent changer de visage - chose qui sans doute allait se faire -, il peut y avoir des changements qui rafraîchissent bien sur. Mais cette caste pourrie (incolore parce que déjà les frontières entre sa frange de la droite bleue et la frange rouge ne se reconnaissent plus) qui s'est rapidement reproduite selon le même patron et le même modèle d'Etat que la quatrième république, n'apporte pas le salut. Il ne s'agit pas seulement des personnes bureaucratiques et autoritaires, qui veulent diriger des peuples dans un bureau, des opportunistes de métier... répétant des discours officiels le matin et l'après-midi en touchant des commissions. C'est mille fois plus grave, c'est tout un essaim d'intérêts créés autour des engagements fabuleux dans PDVSA, dans la Banque Centrale, dans l'infrastructure, dans la santé, dans la construction, dans le blanchiment de dollars, dans le marché noir du pétrole, dans l'achat d'armes, dans les bons du trésor etc., etc. qui engloutit toute cette bureaucratie... dans un jeu infernal d'intérêts dont elle ne peut déjà plus sortir. C'était un processus rapide de décomposition qui dans peu d'années a progressé beaucoup plus rapidement que les progressions encourageantes et lentes de la transformation qui, malgré ceux-ci, a effectivement pu être faite » (Denis, 2007(2)).

De ce scénario nous déduisons une orientation que nous appelons radicale ou négationniste dont nombre de ses membres ont fait la propagande en faveur de l'abstention. Roland Denis (un ex-ministre de planification de Chavez en est, car lors du dernier référendum, il a opté pour l'abstention) tandis que d'autres ont carrément pris l'option de faire appel au vote en faveur du « Non ». Nous nous trouvons ici devant une tendance, à l'intérieur du chavisme, qui trouve qu'il est trop tard pour tenter de le renouveler. C'est pourquoi ils optent pour une alternative, disons populaire, inspiré des mouvements sociaux. Pour cette vision, il s'agit que ces mouvements disposent d'une grande autonomie par rapport au pouvoir central et créent progressivement, à travers une praxis autonomiste, les fondements de la nouvelle démocratie popu-

laire. Il nous semble fortement que cette orientation s'inspire beaucoup de l'expérience zapatiste du sous-commandant Marcos.

Bien entendu, le développement et l'influence sur le chavisme de ces trois scénarios vont dépendre beaucoup de la relative stabilité du processus politique vénézuélien, tel que vécu jusqu'à maintenant. Car Chávez, en dépit des dires de la presse nationale et internationale, a démontré qu'il est loin d'être dictateur autoritaire. Le fait qu'il ait accepté le verdict des urnes lors de sa défaite du 2 décembre 2007 en est la preuve. A ceci il faudra ajouter l'ouverture de son gouvernement à toute critique, même celle venant de ses partisans, ainsi que nous le montrions précédemment. Ce qui démontre qu'au Venezuela (en dépit des obstacles et des déviations) il existe, la liberté d'organisation et d'expression. Ce sont là les atouts de la Ve République.

Ce contexte démocratique nous semble propice à résoudre ce conflit des tendances à l'intérieur du chavisme car les diverses visions qui s'y rencontrent, pourraient bien stimuler une discussion plus approfondie et éclairante (car critique) sur cette alliance de Chávez avec le chavisme. Ceci dans le cadre d'un débat plus ample sur la démocratie sociale et participative qui pourrait ainsi avancer vers des espaces nouveaux tant dans le domaine de la théorie que de la pratique. Si nous nous projetons dans le temps, elles pourraient bien servir à réinventer l'imaginaire socialiste avec comme tâche fondamentale, après les

expériences avant-gardistes du XXe qui ont toutes montré leur essence dictatoriale, de réinventer le rapport entre gouvernés et gouvernants.

Arrivés à ce point, nous ne pouvons nous empêcher de faire le rappel de Léon Trotski lorsqu'il soutint dans son autobiographie, que les Révolutions sont des grandes dévoratrices d'hommes. En le paraphrasant, et au regard des expériences révolutionnaires du XXe siècle, nous croyons pouvoir dire, que les bureaucraties « révolutionnaires » sont également, des grandes dévoratrices de Révolutions.

Conclusion

Dans cette étude, nous avons tenté de faire un bilan de la Révolution bolivarienne dans les différentes étapes de son processus. Dans un premier temps, nous avons vu les événements historiques qui, à notre avis, ont créé les conditions pour

l'instauration du mouvement populaire au Venezuela. Dans un deuxième temps, nous avons vu que ce dernier a trouvé en Hugo Chávez son Leader indiscutable. Dans un troisième temps, nous avons vu comment le rapport mouvements populaires-Chavez s'est muté en Chávez et le chavisme. De cette analyse, une constatation s'impose : le processus révolutionnaire du Venezuela a suivi presque la même trajectoire que les expériences révolutionnaires du XXe siècle. A savoir, toutes ont abouti à implanter des bureaucraties égoïstes qui ont fait du contrôle du pouvoir d'Etat le pivot de leur domination.

Ce presque a une signification particulière : la Révolution bolivarienne à la différence des Révolutions du XXe siècle (qui faisaient et défaisaient sous la couverture d'un discours libérateur; mais qui étaient toutes prêtes à utiliser n'importe quel moyen pour stopper toute dissension), est ouverte à des options différentes; en fait preuve l'acceptation de la part de Chávez de sa défaite le 2 décembre 2007. Ceci nous mène à une autre différence fondamentale de l'expérience vénézuélienne vis-à-vis des Révolutions du XXe siècle : au Venezuela, il n'existe pas d'endocritisme sinon qu'il s'agit plutôt (en embryon peut-être) d'une éducation politique où les militants (militantes) chavistes ont acquis (en neuf ans de Révolution) la capacité de discerner et d'avoir une opinion politique autonome. Autonomie politique qui explique, nous semble-t-il, l'abstention de 3.000.000 de chavistes. Cette même autonomie politique s'est également fait entendre pour critiquer et dénoncer ouvertement (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Venezuela) les méfaits de la bureaucratie chaviste.

Pour notre part, ce sont ces aspects encourageants de l'expérience révolutionnaire vénézuélienne qui nous portent à conclure cette étude avec un regard optimiste sur le futur de la Révolution bolivarienne. Expérience révolutionnaire qui, ne l'oublions pas, a comme moteur l'alliance de Chávez avec le chavisme. Il faudra noter que jusqu'à maintenant cette alliance a eu la capacité de s'inventer et rien n'empêche qu'elle puisse, sous le coup de la défaite du 2 décembre 2007, continuer à le faire. Dans le cas contraire, nous sommes probablement à la veille du commencement de la fin d'une autre expérience révolutionnaire... en Amérique latine.

Vous trouverez les notes et références bibliographiques à l'adresse <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=8439>



Exprimez-vous dans O Pieds du NeZ

Vous pouvez envoyer vos textes, dessins ou photos par mail à l'adresse ci-dessous

La rubrique *C'est arrivé près de chez vous* est appelée à réapparaître si des témoignages d'événements exceptionnels (artistiques, culturels, sociaux, ...) nous arrivent.

Radio : AARRG ! anime une émission de radio sur Radio BIP chaque quatrième jeudi du mois à 19h30, retransmise le mardi suivant à 13h. Les précédentes émissions peuvent être écoutées sur le site de aarrg Besançon

Contact : aarrg-besac@no-log.org - Informations : aarrg-besancon.chez-alice.fr

NICOLAS III

